

**FRANCE CULTURE****JOURNAL – Le 09/04/2008 – 08 :13****FREDERIC METEZEAU**

La majorité qui se divise aussi sur le Grand Paris, il y a 44 ans le gouvernement gaulliste décidait de créer 7 nouveaux départements en région parisienne : la Seine-et-Oise d'un côté et la Seine de l'autre étaient devenues des départements gigantesques et à peu près ingouvernables au cœur des 30 Glorieuses. Mais aujourd'hui à l'heure de la mondialisation des grandes métropoles et de la réflexion sur le Grand Paris c'est donc une petite bombe que va lancer ce matin le sénateur UMP de Seine-Saint-Denis, Philippe DALLIER. Il va proposer de refonder radicalement la Petite couronne, Christine MONCLA.

CHRISTINE MONCLA

C'est en quelque sorte une vaste fusion-acquisition que propose Philippe DALLIER. Dans son projet, les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne seraient absorbés dans un Grand Paris autonome, seul pilote pour des dossiers majeurs comme le logement ou les transports, le reste des compétences étant réparties entre les différentes instances régionales. En écho aux intentions présidentielles le sénateur UMP promet une rupture pour en finir avec le millefeuille institutionnel que constitue actuellement Paris au centre, puis les communes, les départements, les communautés d'agglomération et enfin la région. La région justement où le Grand Paris sert de pré campagne aux élections de 2010 avec une concurrence déjà à droite pour la future présidence. Yves JEGO souhaite une loi pour créer ce Grand Paris, Roger KAROUTCHI préférerait un regroupement volontaire des communes. La semaine dernière Roger KAROUTCHI a même organisé un déjeuner de travail avec des ministres et des élus en souhaitant que le débat transcende le clivage gauche droite mais la secrétaire d'Etat à la politique de la ville, l'ex militante de gauche Fadela AMARA, n'avait pas été conviée. A gauche le président socialiste de la région, Jean-Paul HUCHON, vient lui aussi de présenter ses pistes : pas de grosses intercommunalités, plutôt des outils communs, le tout chapeauté bien sûr par le conseil régional. C'est d'ailleurs sur cette institution que le maire de Paris veut s'appuyer pour bâtir ce qu'il appelle lui Paris Métropole. Bertrand DELANOE insiste sur la cohésion sociale entre la capitale et sa banlieue. Le nerf de la guerre ce sera l'argent, cette délicate question de la redistribution des richesses, de la fiscalité est confiée depuis des années à l'Hôtel de ville à un élu communiste. FIN}

**FRANCE CULTURE****JOURNAL – Le 09/04/2008 – 12 :47****Invitée : Anne SOUYRIS, conseillère de la région Ile-de-France, porte-parole des Verts****Thème : Etude de Philippe DALLIER, sénateur de Seine-Saint-Denis, sur le Grand Paris****ANTOINE MERCIER**

On termine avec ces propositions du sénateur UMP de Seine-Saint-Denis, Philippe DALLIER, sur ce qu'on appelle « le Grand Paris ». Le sénateur a présenté les conclusions de son étude sur l'avenir institutionnel de la région, conclusion qu'il qualifie de « rupture démocratique, institutionnelle, et aussi fiscale », et selon ce rapport, donc, le Grand Paris serait, deviendrait une « collectivité de plein exercice » avec, selon l'expression de Monsieur DALLIER, « un seul pilote dans l'avion », c'est-à-dire un président à sa tête, Christine MONCLA...

CHRISTINE MONCLA

Oui, un seul pilote et pas 36 ; l'image revient souvent dans le discours du sénateur DALLIER qui préconise donc une simplification institutionnelle ; solution plutôt radicale, la fusion de Paris et des trois départements de la petite couronne, la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne, avec mutualisation des budgets, puis, dans un second temps, des compétences. A ce stade, la région Ile-de-France conserverait la main sur les grandes infrastructures et récupérerait la gestion des collèges. La grande victime de ce projet, c'est l'intercommunalité, ces regroupements de communes aidés par l'Etat ; Philippe DALLIER n'a pas eu de mots assez durs pour en critiquer le côté « petits intérêts locaux à courte vue » ; particulièrement épinglée ce matin, Plaine Commune, dans le 93. Enfin, dans l'idéal de Philippe DALLIER, en effet, ce « Grand Paris » aurait un président élu au suffrage universel direct, toujours ce souci du pilote unique ; et le tout, d'ici 2011, autant dire demain, alors que son scénario suscite bien des réticences, à gauche comme à droite. Philippe DALLIER compte, à présent, sur les élus locaux pour en débattre publiquement, mais aussi sur Christian BLANC, le tout nouveau « Monsieur Grand Paris » du gouvernement, extrêmement discret pour ne pas dire muet, jusque-là, sur la question. Philippe DALLIER n'a d'ailleurs pas retouché une virgule de son rapport après l'avoir présenté à Christian BLANC le week-end dernier.

ANTOINE MERCIER

Merci beaucoup, Christine MONCLA. Anne SOUYRIS, un tout dernier mot, quelques secondes, vous êtes conseillère régionale...

ANNE SOUYRIS, CONSEILLERE REGIONALE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE, PORTE-PAROLE DES VERTS

Oui...

ANTOINE MERCIER

... De la région Ile-de-France, qu'est-ce que vous pensez de ce rapport, ces propositions ?

ANNE SOUYRIS

Que c'est une aberration absolue parce que si, effectivement, on fait ce qui est dit dans ce rapport, on rajoute une strate de plus à la gestion de la région. On a la région, on a le département, on a l'intercommunalité, on a les communes et maintenant, on va avoir ce système-là en plus, avec un pseudo maître dans l'avion. Cela, c'est simplement, disons-le, c'est quelque chose de totalement politicien, c'est-à-dire que c'est parce que la droite n'a plus les régions, alors on reprend la main sur une intercommunalité de ce genre, voilà...

ANTOINE MERCIER

Parce que ce serait quelqu'un de droite qui serait élu, non, dans cette affaire-là ?

ANNE SOUYRIS

Mais en tout cas, c'est ce qui va être tenté ! C'est ce qui va être tenté, voilà ! Donc c'est une aberration en terme politique, c'est une aberration en terme de gestion de la crise des banlieues, quand même, qui se pose depuis des années sur lesquelles on ne fait rien, parce que rappelons-le, il n'y a pas de budget pour le plan Banlieues, et donc là, au lieu d'essayer de résoudre les choses avec quelque chose d'intelligent, évidemment, aux mains d'une région – parce que la mieux placée, c'est la région – pour essayer de réfléchir à comment lier toutes ces politiques publiques au sein de la région Ile-de-France, enfin, il n'y a pas beaucoup d'autres solutions intelligentes et non-populistes !

ANTOINE MERCIER

Anne SOUYRIS, merci beaucoup, porte-parole des Verts, d'avoir été notre invitée, d'avoir accepté notre invitation. FIN\$